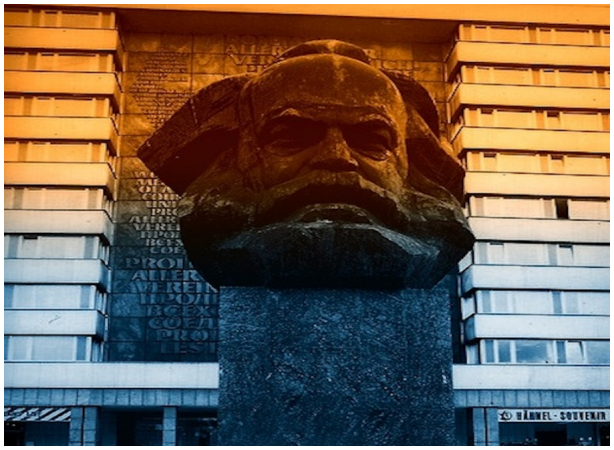
« La seule partie de la prétendue richesse nationale qui entre réellement dans la propriété collective des peuples modernes, c'est leur dette publique »



Extrait du dernier chapitre du livre 1 du *Capital* de Karl Marx.

Les dettes publiques, nées à Venise et Gênes au Moyen Âge, prennent possession de l'Europe à la fin du XVIIe siècle, au temps des manufactures. Le régime colonial, avec son effroyable commerce maritime et ses guerres commerciales, leur sert alors de serre chaude.

La dette publique, en d'autres termes, l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte le capitalisme. La seule partie de la prétendue richesse nationale qui entre réellement dans la propriété collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. Il n'y a donc pas à s'étonner de l'idée que pour la classe dominante, plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit, voilà le credo du capitalisme. Ainsi le manque de foi dans la dette publique vient-il, dès la naissance de celle-ci prendre la place du péché contre le Saint-Esprit.

La dette publique devient un des leviers les plus puissants de l'accumulation du capital. Par un coup de baguette magique, elle dote l'argent par nature improductif du pouvoir reproducteur et le convertit ainsi en capital : A-A', sans qu'il ait à subir les risques inséparables de sa

transformation éventuelle en marchandise : A-M-A’. (1)

Les acheteurs de dettes publiques font une bonne affaire car leur argent métamorphosé en bons du Trésor faciles à vendre, continue généralement à fonctionner entre leurs mains comme autant d’argent liquide. À part la bonne fortune des intermédiaires financiers entre le gouvernement et la nation et celle des capitalistes, auxquels une bonne partie de ces sommes rend le service d’un capital tombé du ciel, la dette publique alimente les émissions d’action et d’obligation, les marchés financiers, la spéculation, en somme les Bourses de valeurs et le système bancaire moderne.

Dès leur naissance, les grandes banques affublées du nom de banques publiques ou nationales, n’étaient que des associations de spéculateurs privés s’établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu’ils en obtenaient, à même de leur prêter l’argent du public. L’accumulation de dettes publiques a pour mesure infaillible le volume et le cours des emprunts d’État émis par ces banques, dont le développement date de la fondation de la Banque d’Angleterre en 1694. Celle-ci commença à prêter son argent au gouvernement à un taux d’intérêt de 8 %, en même temps, elle était autorisée par le Parlement à créer de la monnaie pour le même montant sous forme de billets de banque qu’on lui permit de mettre en circulation.

Comme la dette publique est assise sur le revenu public, qui doit en payer le remboursement et les intérêts, le système moderne des impôts est le corollaire obligé des emprunts et donc des dettes publiques. Les emprunts permettent aux gouvernements de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s’en ressentent immédiatement mais ils entraînent à leur suite une augmentation des impôts. De l’autre côté, la surcharge d’impôts causée par l’accumulation des dettes successivement contractées contraint les gouvernements en cas de nouvelles dépenses extraordinaires à avoir recours à de nouveaux emprunts, de nouvelles dettes.

La fiscalité moderne, dont les impôts indirects sur les objets de première nécessité1 et, partant, l’enchérissement, de ceux-ci, forment le pivot, renferme donc en soi un germe de progression automatique. En Hollande, où ce système a été inauguré, Johan de Witt (1625-1672) l’a exalté dans ses Maximes comme le plus propre à rendre le salarié soumis, frugal, industrieux, et... exténué de travail. L’influence délétère qu’il exerce sur la situation des salariés s’est accompagnée historiquement de l’expropriation massive et forcée des paysans, des artisans, et des autres éléments de la petite classe moyenne.

La grande part qui revient à la dette publique et au système de fiscalité correspondant, dans la capitalisation de la richesse et l'expropriation des masses, a conduit à y chercher, à tort, la cause première de la misère des peuples modernes.

Ce fut un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier des paysans et des travailleurs indépendants, de convertir en capital leurs instruments de travail et d'abréger de force la transition du mode de production féodal au capitalisme moderne. Le procédé fut encore simplifié sur le continent, où Colbert avait fait école. Le capital arrivait tout droit aux industriels en provenance du trésor public.

Dettes publiques, exactions fiscales, régime colonial, protectionnisme, guerres commerciales, etc. Ces rejetons de la fin du xviie siécle prennent un développement gigantesque lors de la naissance de la grande industrie au xixe siècle. Voilà ce qu'il en a coûté pour dégager les « lois naturelles et éternelles » du capitalisme. Ne dirait-on pas que l'humanité est un séjour de damnés ? C'est avec des taches de sang sur une de ses faces que l'argent est venu au monde. Le capitalisme vient au monde en transpirant de la tête aux pieds, la sueur et le sang.

Karl Marx

(1) A-M-A', Argent-Marchandise-Plus d'argent, est la formule générale du capital, selon Marx. A-A', Argent-Plus d'Argent, est la formule particulière du capital financier et de son ancêtre le capital usuraire. Le risque de la forme A-M-A', que Marx évoque, consiste en ceci que le Plus d'Argent (la plus-value) produite par l'exploitation du travail salarié est cristallisé sous la forme de marchandises et ne peut revenir au capitaliste sous la forme argent (Marx dit : être « réalisé ») que si les marchandises sont vendues sur le marché avec profit. La forme A-A' permet au capitaliste financier de s'affranchir dans une certaine mesure de ce risque. Plus exactement, cette forme permet de faire porter ce risque par d'autres – les capitalistes industriels - dont le capital financier dépend néanmoins, car l'exploitation du travail productif par le capital industriel est seule génératrice de valeur.

Marx, la dette publique et la formation de l'Etat capitaliste

L'expression « aliénation de l'Etat » dans l'extrait du *Capital* ci-dessus renvoie à l'analyse par Marx de la formation de l'Etat moderne, l'Etat capitaliste, comme un organisme existant « à côté de la société civile et en-dehors d'elle ». Cette aliénation de l'Etat découle de l'évolution économique de la société, en particulier du fait la petite propriété individuelle et la propriété collective – les « communs »- ont été remplacés par la propriété capitaliste, de sorte que « la propriété privée s'est émancipée de la communauté ». « C'est à cette propriété privée moderne que correspond l'Etat moderne, dont les propriétaires privés ont peu à peu fait l'acquisition», écrit Marx dans *'L'Idéologie allemande'* .

L'acquisition de l'Etat par les bourgeois s'est faite essentiellement par des mécanismes économiques, parmi lesquels les prêts des financiers à l'Etat ont joué un rôle déterminant : l'Etat « est entièrement tombé entre leurs mains (des capitalistes) par le système de la dette publique, dont l'existence dépend exclusivement, par le jeu de la hausse et de la baisse des valeurs d'Etat à la bourse, du crédit commercial que lui accordent les propriétaires privés, les bourgeois. » « Cet Etat n'est autre chose que la forme d'organisation que les bourgeois se donnent par nécessité pour garantir réciproquement leur propriété et leurs intérêts, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ». Il est sous le contrôle financier étroit de la classe dominante, « l'aristocratie financière, les grands promoteurs d'emprunts et spéculateurs sur les valeurs d'Etat. »

Dans *'Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte'*, Marx prend l'exemple de la France pour illustrer la formation de l'Etat moderne et sa complexification ultérieure: « Ce pouvoir exécutif, avec son immense organisation civile et militaire, avec sa machinerie d'Etat, se constitua à l'époque de la monarchie absolue, au déclin de la féodalité qu'il aida à renverser. Napoléon (le vrai) acheva de perfectionner cette machine d'Etat. La monarchie légitime et la monarchie de Juillet ne firent qu'y ajouter une plus grande division du travail croissant à mesure que la division du travail à l'intérieur de la société bourgeoise créait de nouveaux groupes d'intérêts et, par conséquent, une nouvelle matière pour l'administration d'Etat. »

Marx revient sur le sujet dans '*Les luttes de classes en France'*, en écrivant que « La monarchie de juillet n'était qu'une société par actions fondée pour l'exploitation de la richesse nationale française, dont les dividendes étaient partagés entre les ministres, les Chambres et 240 000 électeurs. Louis-Philippe était le directeur de cette société. » « Ce n'est que sous le second Bonaparte que l'Etat semble rendu complètement indépendant », une machine existant en apparence « à côté de la société civile et en-dehors d'elle ». Dans ce texte, Marx insiste à nouveau sur le fait que la dette publique est le moyen par excellence grâce auquel la classe capitaliste contrôle la machine : «Tout le monde financier moderne, tout le monde des banques

est très étroitement impliqué dans le maintien du crédit public. Une partie de leur capital commercial est nécessairement investie et placée avec intérêts dans les valeurs d'Etat rapidement convertibles. Les dépôts, le capital mis à leur disposition et qu'ils répartissent entre les commerçants et les industriels, proviennent en partie des intérêts perçus par les rentiers de l'Etat.»

La conclusion de Marx n’a pas pris une ride : « Si en tout temps la stabilité du pouvoir d'Etat a signifié Moïse et les prophètes pour le marché de l'argent et les prêtres de ce marché, n'est-ce pas le cas maintenant, où chaque déluge menace d'emporter, avec les vieux Etats, les vieilles dettes d'Etat ? »

D.T.